

# Investir dans le « capital

Cette revue est extraordinaire ! À travers les fibres de ce média papier, je sens les réactions épidermiques de certains à la lecture du titre de cet article... Titillation supplémentaire : cet « avis de recherche » propose l'analyse d'un économiste, Vincent VANDENBERGHE<sup>1</sup>. Eh bien, si vous avez des pensées ambiguës, vous avez tout faux ! Lisez plutôt...

**C**apital humain : la représentation qui vient à l'esprit – et qui a tendance à crisper – est souvent caricaturale. Non, il ne s'agit pas de capitaliser des êtres humains comme on amasse ses euros sur un compte d'épargne, pour constituer une force de travail. Pas du tout ! C'est Adam SMITH, économiste écossais du 18<sup>e</sup> siècle, qui forge ce concept : « *Ce qui alimente l'activité économique, ce n'est pas la masse des travailleurs, mais « les talents utiles acquis par les habitants ou membres de la société ».* Acquérir ces talents et ces compétences a un coût pour l'individu, mais une fois acquis, ils constituent « un capital fixé et réalisé pour ainsi dire dans sa personne ». »<sup>2</sup> Selon la définition de l'OCDE, le capital humain recouvre les connaissances, les qualifications, les compétences et les autres qualités d'un individu qui favorisent le bien-être personnel, social et économique. Qu'est-ce qui contribue à doter l'individu de ce capital immatériel ? L'éducation et la formation, au sens large. L'effort des individus et des familles, des professionnels de l'éducation et de la formation s'apparente donc à un investissement visant à acquérir ce capital.

## Les bénéfices du capital humain

Au niveau micro, on sait qu'un supplément d'éducation améliore le sort des individus : par exemple, à diplôme supérieur, salaire supérieur et risque de chômage moindre. Cela est profitable aussi aux entreprises : les universitaires assurent une productivité d'une valeur de 52,6% en plus que les diplômés du primaire.

Au niveau macro, l'éducation contribue à la prospérité collective : plus la durée des études au-delà de 15 ans est importante, plus le PIB par habitant est élevé.

## Deux nœuds

**Première difficulté** : identifier les moyens qui permettent à tel ou tel individu (en particulier défavorisé) d'accumuler plus de capital humain (cf. tableau ci-dessous).

Est analysé dans ce tableau, à travers 147 études, l'impact sur la réussite académique de cinq paramètres : le ratio enseignant/élève ; le niveau de diplomation de l'enseignant ; l'expérience professionnelle

de l'enseignant ; le salaire de l'enseignant ; la hauteur des dépenses par élève. La majorité des études montrent qu'aucun de ces paramètres n'a d'impact statistiquement significatif sur la réussite académique.

Pourquoi est-ce si compliqué de « produire » du capital humain ? Vincent VANDENBERGHE y voit quatre raisons :

1. le premier « producteur » est l'apprenant lui-même ;
2. sa capacité à se motiver renvoie à des gains particulièrement distants ;
3. une politique d'éducation/formation s'apparente plus à une aide aux individus qu'à une capacité « externe » de production (à l'instar de l'industrie) ;
4. cette aide n'est probablement pas de nature « additive » (0+100=100), mais de nature « multiplicative » (0X100=0).

On voit ainsi que les ressources de départ sont déterminantes dans le développement d'un capital humain. Compenser un déficit de ressources constitue un défi de taille que ne relèvent pas nombre de dispositifs imaginés depuis 40 ans.

Input	Number of Studies	Statistically Significant		Total	Statistically Insignificant		Unknown Sign
		+	-		+	-	
Teacher/pupil ratio	112	9	14	89	25	43	21
Teacher Education	106	6	5	95	26	32	37
Teacher Experience	109	33	7	69	32	22	15
Teacher Salary	60	9	1	50	15	11	24
Expenditures/pupil	65	13	3	49	25	13	11

SOURCE : HANUSHEK (1986)

# humain »

Jean-Pierre DEGIVES

**Deuxième difficulté :** l'incohérence des politiques « d'aide » à l'accumulation du capital humain en Fédération Wallonie-Bruxelles (*cf. tableau ci-contre*).

La difficulté, en Fédération Wallonie-Bruxelles, est une gouvernance hybride qui mélange, au gré des législatures et de la couleur politique des majorités et des ministres, plan, contrat de gestion et quasi-marché. Gouvernance très hybride, de sorte qu'elle empile les désavantages des trois modèles, sans en tirer beaucoup de bénéfices. Cette incohérence accentue probablement l'inefficacité des dispositifs d'aide.

Beaucoup de difficultés, peu de solutions dans cette analyse. Mais un énorme mérite : la lucidité. Elle permet d'être ou de devenir conscient de la taille du défi à relever. Elle oblige à renoncer aux chimères qui hantent parfois les sphères éducatives, comme celle de la solution unique qui résoudra tous les problèmes (*méthode « yaka »*), ou celle qui imagine que la réussite académique, ça se décroète. Elle engendre aussi la modestie, qui permet de se convaincre qu'il faut rassembler toutes les forces et les conjurer dans le même sens pour y arriver.

*Je ne me souviens que d'un mur immense  
Mais nous étions ensemble  
Ensemble, nous l'avons franchi.*<sup>3</sup> ■

1. Vincent VANDENBERGHE est professeur ordinaire à l'UCL - Institut de recherches économiques et sociales (IRES) et Economics School of Louvain (ESL). Cet article s'inspire largement de l'exposé qu'il a présenté à la séance de rentrée du Conseil de l'éducation et de la formation le 23 septembre 2016.

2. *Les essentiels de l'OCDE : le capital humain*, chapitre 2 « La valeur des gens », Organisation de coopération et de développement économique, 2007, p. 27

3. Jean-Jacques GOLDMAN, *Ensemble*, album « Chansons pour les pieds », 2001

## Trois modèles de financement public

Plan (le plus répandu) Ex. : France	Contrat de gestion (en développement depuis les années 1980) Ex. : Royaume-Uni	Quasi-marché (en développement depuis les années 1980) Ex. : Chili
Concentration du pouvoir de décider au sommet	Le centre se décharge de la gestion au quotidien pour se concentrer sur : - la définition des grands objectifs - la mesure de leur réalisation (éval. ext.)	Le centre se limite à financer les usages via un « voucher » Il instaure dans le même temps le libre-choix
Importance des structures intermédiaires comme relais du centre	Les structures intermédiaires disparaissent	
Les écoles et profs exécutent au quotidien les choix opérés par le centre	Les écoles et profs (les « vrais » experts) héritent de l'autonomie de gestion... mais sont évalués	Les écoles et profs (les « vrais » experts) héritent de l'autonomie de gestion
Les usagers sont « passifs » : - pas de choix - assignation de l'école en fonction de la résidence (carte scolaire)		Les usagers sont « actifs » : - ils choisissent librement l'école - ils la (dé)financent - ils contrôlent

SOURCE : VANDENBERGHE (2016)

